



Décembre 2020

Alors même qu'il a participé à l'incapacité de l'hôpital public à soigner la population face à l'épidémie (4172 lits fermés en 2018 et 3400 lits en 2019 soit 7572 lits fermés), le gouvernement instrumentalise celle-ci pour instaurer des restrictions aux libertés et prolonge l'état d'urgence jusqu'en février 2021 sans aucun contrôle démocratique. Monsieur Castex était l'un des fervents promoteurs de la tarification à l'acte et de la restructuration du système hospitalier entre 2005 et 2007 quand il était directeur de l'hospitalisation et de l'organisation des soins au ministère de la Santé (DHOS) il a contribué à la fermeture de 40 000 lits.

Les organisations syndicales CGT et FO du CHU de Clermont-Ferrand, considèrent que les dispositions de l'état d'urgence permettent au gouvernement de prendre par ordonnances toute mesure autorisant à déroger, de façon unilatérale de la part des employeurs privés mais aussi publics (le plan blanc à l'hôpital), en matière de congés, de durée du travail, de travail supplémentaire, de mobilité entre services et inter établissements. Une aubaine pour multiplier les plans de suppression de postes, les réorganisations.

La proposition de loi relative à « la sécurité globale », est un cap supplémentaire dans la mise en place d'un système liberticide, c'est pourquoi les organisations syndicales CGT et FO du CHU en demandent le retrait pure et simple.

Plus le gouvernement aggrave la situation sociale, plus il réduit les libertés de s'exprimer, de se réunir, de manifester et de revendiquer.

Les organisations syndicales CGT et FO du CHU de Clermont-Ferrand condamnent les violences d'Etat et appellent à se joindre à la manifestation contre ces lois liberticides, pour la défense des libertés publiques et syndicales, pour la défense des droits des salariés du privé et du public.

Samedi 5 décembre 2020

A 15h00 place de Jaude